

## UNICEF RDC

## TERMS OF REFERENCE

### Mise en place d'une cartographie virtuelle de prestataires de services de paiement et analyse institutionnelle de risques d'erreur, fraude et corruption

**Durée de la consultation : 120 days (12 months)**

<b>Title</b>	Mise en place d'une cartographie virtuelle de prestataires de services de paiement et analyse institutionnelle de risques d'erreur, fraude et corruption
<b>Objectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduire plus rapidement la sélection des prestataires de services de paiement pour des programmes de transferts monétaires.</li> <li>• Identifier les erreurs, fraude et la corruption dans les programmes de cash transfert et protection sociale en RDC et développer une stratégie de mitigation</li> </ul>
<b>Budget</b>	USD 90,000
<b>Location</b>	Kinshasa with travel in selected provinces
<b>Duration</b>	120 days (12 months)
<b>Start date</b>	Mars 2021
<b>Type de contrat</b>	Institutional
<b>Supervision</b>	Social Policy Specialist, Section Social Policy and Evaluation (PSE)
<b>Code Budget /PBA No</b>	<del>0990/A0/06/004/001/001 NON GRANT /GC</del>
<b>Project and activity codes</b>	0990/A0/07/006/001/008

## I. BACKGROUND AND JUSTIFICATION

La RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde avec un taux de pauvreté de 63,4% et un revenu par capita estimé à USD 462 dollars en 2018 (PNSD 2019-2024). La RDC est classée 179e sur 189 pays sur l'indice de développement humain 2019, avec des niveaux élevés de mortalité maternelle et infantile. La situation humanitaire en RDC s'est dramatiquement détériorée au cours de dernières années avec 15,6 millions de personnes dans le besoin, dont 9.1 millions d'enfants (HRP 2020). Cependant, l'allocation budgétaire aux secteurs sociaux en général et à la protection sociale en général est encore faible et insuffisante pour assurer une croissance inclusive et durable à moyen et long terme.

Au gré du développement des expériences sur le continent africain, la protection sociale a été reconnue comme un outil adéquat de réduction des risques de vulnérabilité des ménages, à travers des principes de solidarité et d'équité, pour les progrès vers l'atteinte des ODD

notamment. La RDC a adhéré à cette mouvance régionale comme en témoignent les progrès accomplis au cours des dernières années pour établir un cadre stratégique pour la protection sociale. En effet, en 2017, le gouvernement a adopté une politique nationale de protection sociale.

Si des efforts ont bel et bien été réalisés vers la mise en place d'un cadre, les programmes actuels de protection sociale, y compris les filets sociaux, demeurent fragmentés, mal financés, avec un impact limité. De surcroît, ils semblent ne pas répondre adéquatement aux besoins des plus pauvres et des plus vulnérables dans un contexte de fragilité profonde. Les filets sociaux sont fournis aux pauvres et aux personnes vulnérables, avec une couverture estimée à 2% de la population du pays, en dessous de la moyenne de 5% de l'Afrique centrale. Par ailleurs, les analyses relèvent des insuffisances majeures sur le modèle. Par exemple, le coût unitaire de livraison des filets est souvent élevé en raison de la précarité en termes d'infrastructure physique et technologique, d'accès restreint à la population vulnérable en raison de la sécurité et du manque de mécanismes de prestation de pays, par exemple l'absence de registre social. Enfin, ces analyses font également état d'un faible niveau de dépenses totales au regard des normes régionales : seulement environ 0,7 du PIB sont investis dans des filets sociaux et financés intégralement par l'aide internationale, 95 % d'entre eux, bien que des programmes d'urgence.

Malgré l'existence d'une variété d'institutions nationales destinées à fournir une protection sociale, la RDC n'a pas de système national de protection sociale fonctionnel pour identifier et enregistrer les personnes vulnérables. De plus, il n'existe pas de registre national et les programmes de filets de sécurité restent fragmentés. Le Ministère des Affaires Sociales (MINAS) travaille en étroite collaboration avec la Banque mondiale pour développer des systèmes nationaux de protection sociale. Dans ce cadre, le MINAS a été chargé d'élaborer des directives nationales pour les éléments clés d'un système national, à savoir le ciblage, registre social, système de paiements et mécanisme de gestion de plaintes.

Également, dans le cadre de son assistance technique au gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et dans le cadre de la protection sociale, l'UNICEF RDC appui le MINAS à construire des systèmes pour soutenir les programmes et services nationaux de protection sociale réactifs aux chocs et sensible les enfants vulnérables

## II. PURPOSE OF ASSIGNMENT

Veiller à ce que les programmes produisent des résultats est essentiel pour leur durabilité et, par conséquent, la qualité de la prestation des services doit devenir une priorité. Dans le cas des programmes de filets sociaux, cela se traduit par la garantie que les bonnes personnes reçoivent le bon montant au bon moment, de manière transparente et efficace et avec un minimum d'erreur et d'abus. Il est prouvé que dans de nombreux pays, la couverture des programmes de filets sociaux est limitée, le ciblage peut être amélioré et de nombreux programmes souffrent de cas importants de fraude et corruption.

Les cas d'erreur, fraude et corruption sont susceptibles d'être plus répandus dans les programmes de protection sociale des pays fragiles et avec une faible gouvernance comme la RDC, en partie en raison de la capacité administrative limitée, de l'absence de suivi adéquat et de stratégies pour lutter contre la fraude. Les programmes de filets sociaux, en particulier, sont plus exposés au risque de gouvernance en raison de leurs caractéristiques de design et qu'ils ciblent des ménages pauvres qui ont tendance à souffrir d'exclusion et ont une voix limitée.

La prévention et réduction des risques d'erreur, fraude et corruption peut générer des fonds supplémentaires et améliorer l'utilisation efficace des ressources pour améliorer les résultats des programmes de protection sociale.

Le transfert des fonds dans de programmes de filets sociaux nécessite des mesures de prévention des risques pour garantir que l'argent parvient aux bénéficiaires cibles, mais cela requiert aussi la présence de prestataires de services de paiement fiables et avec la capacité de transférer l'argent aux ménages de manière efficace.

Pour ces raisons, l'UNICEF cherche les services d'un cabinet qualifié pour :

- 1) Développement d'une cartographie interactive, accessible sur internet qui contiendra les coordonnées de géolocalisation des agents des PSF, les agences des banques, IMF et COOPEC dans les territoires-cibles des programmes de transferts monétaires.
- 2) Réaliser une analyse des systèmes, contrôles et processus existants ainsi que l'efficacité et l'efficacité de la gouvernance institutionnelle existantes en RDC pour lutter contre l'erreur, la fraude et la corruption dans les programmes de transferts sociaux et de proposer un plan d'action concret sur les mesures et procédures nécessaires à mettre en place pour combler les gaps et renforcer les processus et contrôles.

### III. OBJECTIVES AND SCOPE OF WORK

- 1) **OBJECTIF 1** : Développement d'une cartographie interactive, accessible sur internet qui contiendra les coordonnées de géolocalisation des agents des PSF, les agences des banques, IMF et COOPEC dans les territoires-cibles des programmes de transferts monétaires. Cette cartographie permettra : 1) d'avoir un aperçu du réseau d'agent le plus aptes à répondre à la demande ; et 2) conduire plus rapidement la sélection des prestataires une fois que les acteurs opérationnels dans une zone très précise auront été identifiés l'aide de la carte interactive.

Taches :

- Identification des acteurs humanitaires qui souhaitent participer au projet ainsi que leurs zones précises d'intervention.
- Collecte des données de géolocalisation sur la présence des antennes (2G,3G, et 4G) des Telcos, agents, agences des banques, agences de microfinance, coopératives locales, messageries financières, etc.
- Développement d'une carte interactive et d'un site internet.
- Présentation de la carte interactive aux parties prenantes concernées.

## 2) Évaluation et cartographie des risques de fraude et d'erreur dans les programmes de transferts sociaux et proposition d'un plan d'action

### Taches :

- Identifier et sélectionner des programmes clés du Gouvernement, des PTFs et ONG ainsi que les acteurs à couvrir
- Cartographier et analyser les mécanismes de ciblage, paiement plaintes existants ainsi que les stratégies, protocoles, SOP, et outils d'opérationnalisation existantes
- Conduire des discussions avec les responsables concernés des programmes ciblés, aux niveaux central et local;
- Classifier les risques de fraude et d'erreur et corruption tout en proposant un plan d'action de mitigation
- Produire un rapport d'analyse qui comprendra (i) une cartographie et analyse des différents risques de fraude et d'erreur et corruption en mettant l'accent sur leur rating standard, la probabilité d'occurrence et l'impact sur le programme (ii) des propositions de plan d'action, des orientations stratégiques, des mécanismes et outils pour réduire, prévenir, et dissuader les erreurs, la fraude et la corruption dans les programmes de protection sociale.
- Faciliter un atelier de présentation des conclusions de l'analyse.
- Elaboration des SOP, protocoles et Termes de Reference pour des organisations de « third party monitoring » pour la gestion des risques et traitement des allégations de fraude et de corruption.

## IV. DELIVERABLES

Livrables		Calendrier de paiements
• Note de cadrage et méthodologie, y compris plan de travail détaillé.	Mi-mars 2021	10%
<b>COMPOSANT 1 : Développement d'une cartographie interactive, accessible sur internet</b>		
• Base de données de la géolocalisation sur la présence des antennes (2G,3G, et 4G) des Telcos, agents, agences des banques, agences de microfinance, coopératives locales, messageries financières, etc.	Mai	15%
• Cartographie interactive accessible, et site internet, internet sur 7 provinces, y compris toute la documentation technique.	Mai	30%
• Garantie d'effectuer le support et la maintenance nécessaires	Pendant 1 an suite a finalisation du site/cartographie	5%
<b>COMPOSANT 2 : Analyse institutionnel des risques d'erreur, Fraude et Corruption</b>		
• Draft rapport de cartographie et analyse des risques ainsi que du plan d'action pour réduire, prévenir, et dissuader les	Fin avril	15%

erreurs, la fraude et la corruption		
<ul style="list-style-type: none"> <li>SOP, protocoles et TdR pour des organisations de « third party monitoring » pour la gestion des risques et traitement des allégations de fraude et de corruption.</li> </ul>	Juin	15%
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport final de la cartographie de cartographie et analyse des risques ainsi que du plan d'action réduire, prévenir, et dissuader les erreurs, la fraude et la corruption</li> </ul>	Juin	10%

## V. QUALIFICATIONS AND REQUIRED EXPERIENCE

L'UNICEF recherche à recruter un Cabinet expérimenté dans le domaine de l'analyse des risques de fraude, corruption et erreur dans les programmes et projets de transferts sociaux et l'élaboration de plan d'action. La firme doit disposer d'au moins 10 ans d'expérience en Afrique Subsaharienne et dispose d'une équipe de consultants très expérimentée dans le domaine.

Le Chef de l'équipe doit posséder les compétences, l'expérience technique et l'expérience suivantes :

- Diplôme de Master de préférence en recherche, économie ou sciences sociales, ou plus de 10 ans d'expérience.
- Expérience avérée de la cartographie et de l'évaluation des mécanismes de paiement dans le cadre des programmes de transferts monétaires, en utilisant de méthodes de collecte et d'analyse de données quantitatives et qualitatives.
- Expertise sur la conduite des analyses des risques avec un focus sur la fraude et la corruption dans les programmes de protection sociale en particulier dans des contextes de conflit et de crises prolongées.
- Bonne maîtrise (écrite et orale) du français.
- Capacité démontrable à fournir des résultats de haute qualité dans le délai proposé
- Une expérience en RDC est un atout.

La qualité de l'équipe proposée est un critère de taille

## VI. PROPOSAL EVALUATION AND WEIGHTING CRITERIA

Les entreprises intéressées par cette consultance doivent présenter dans leur candidature une proposition technique et financière détaillée comportant les éléments suivants :

### 1. Aspects techniques:

- Compréhension et interprétation des termes de référence.
- Proposition détaillée de la méthodologie à utiliser.
- Valeur ajoutée.

### 2. Aspects financiers (budget détaillé):

- Offre financière en dollars américains.
- Autres frais (par exemple, voyage, DSA, frais de visite sur le terrain, etc.).

Organizational aspects and capacity of the proposed consultant/s:

- Experiences related to the study being consulted.
- Appropriate references.
- CVs of key members of the team including relevant work references.

Aspects organisationnels et capacité du / des consultant (s) proposé (s):

- Expériences liées à l'objet de cette consultance.
- Références appropriées.
- CV des membres clés de l'équipe, y compris les références professionnelles pertinentes.

La note technique et financière totale minimale requise sera de 70/100. Les offres ne satisfaisant pas aux normes techniques et financières minimales ne seront pas évaluées.

### Technical evaluation criteria

TECHNICAL CRITERIA FOR SELECTION					
Technical Criteria	Technical Sub-criteria	Max. Points	Minimum Requirements		Points
Overall Response	Completeness of response – overall concord between requirements and proposal	5	Complete response		
<b>Sub-total</b>		<b>5</b>			
Experience	Overall experience of firm	5	Minimum 5 years		
<b>Sub-total</b>		<b>5</b>			
Technical Skills	Expérience avérée de la cartographie et de l'évaluation des prestataires de services de paiement dans le cadre des programmes de transferts monétaires, en utilisant de méthodes de collecte et d'analyse de données quantitatives et qualitatives.	10	More than 5 years		
	Expertise sur les mécanismes de lutte contre l'erreur, la fraude et la corruption dans les programmes de protection sociale	10	Demonstrated successful examples included in the proposal		
	Capacité et expérience dans le développement de plateformes web interactives.	5	More than 5 years		
<b>Sub-total</b>		<b>25</b>			
Key Personnel	Qualifications and experience of proposed consultant/s (CV).	20	Capacities and demonstrated experience in similar projects (minimum 10 years for team		

			leader and minimum 5 years' for other team members and software Engineer/Web developer)		
<b>Sub-total</b>		<b>20</b>			
Proposed Methodology	Technical feasibility of the proposal in the expected time.	10	Proposal shows comprehensive understanding of ToRs and key aspects to analyze;		
	Project Plan including proposed time frame.	5	Fits within project timeframe as stated		
<b>Sub-total</b>		<b>15</b>			
<b>SUB-TOTAL TECHNICAL SCORE</b>		<b>70</b>			

Drafted by : **Maria Oca**, Social Policy Specialist

Date 6/04/2020 Signature \_\_\_\_\_

Préparé par : **Ousmane Niang**, Social Policy Chief

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Revu et approuvé par : **Jens Grimm**, Senior Supply and Logistics Manager

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Autorisé par : **Katya Marino**, Deputy Representative

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_